

# EXAMEN D'APTITUDE - EXPERTS-COMPTABLES

## QUESTIONNAIRE 2003

### IMPOT DES SOCIETES

10 points

#### Question 1

.... / 5 points

Décrivez les cinq mesures les plus importantes adoptées par le Gouvernement dans la loi du 24/12/2002 de réforme de l'impôt des sociétés.

#### Question 2

.... / 3 points

A quelles conditions le précompte mobilier à retenir sur les dividendes distribués par une société à ses actionnaires personnes physiques peut-il bénéficier du taux réduit de 15 % ?

#### Question 3

.... / 2 points

Citez les faits générateurs de l'impôt des sociétés lors du rachat par une société d'une partie de ses actions propres; qu'en est-il de la retenue du précompte mobilier lorsque le rachat porte sur des actions appartenant à une autre société détenant 60 % du capital de la société qui rachète ?

### CONTROLE EXTERNE

15 points

#### Question 1

.... / 4 points

Quelles sont les diligences minimales à accomplir lors du contrôle des stocks de fin d'exercice ?

#### Question 2

.... / 4 points

Qu'entend-on par contrôle plénier et contrôle restreint ?

Quelles sont les missions de l'expert-comptable nécessitant un contrôle plénier ?

#### Question 3

.... / 4 points

Comment s'assure-t-on de l'exactitude et de l'exhaustivité du poste " Provisions pour risques et charges" figurant au passif du bilan ?

#### Question 4

.... / 3 points

Quels contrôles appliquez-vous afin de vérifier l'exactitude de la rubrique "61" du compte de résultats ?

**CONTROLE INTERNE****15 points****Question 1****... / 5 points**

Quelles sont les caractéristiques d'un système de contrôle interne efficace ?

**Question 2****... / 5 points**

Quelle est la différence entre le contrôle interne et le service d'audit interne ?

**Question 3****... / 5 points**

Dans le cadre du cycle « d'approvisionnement en matières premières » d'une entreprise, citez un exemple flagrant de déficience du système de contrôle interne.

**DROIT COMPTABLE****20 points****SPRL IAB**

BE 459.576.694

Comptes annuels SPRL IAB en annexe.

Cette SPRL unipersonnelle a pour activités la vente et l'organisation de campagnes de publicité. La SPRL possède un bâtiment qu'elle utilise pour son exploitation. Ce bâtiment est grevé d'une hypothèque pour l'emprunt qui court encore sur 7 ans.

La valeur comptable du bien immobilier est de 31.139 € et une évaluation récente donne une valeur vénale de 80.000 €.

Le gérant envisage de comptabiliser une réévaluation sur le bâtiment. Il pense pouvoir encore utiliser le bâtiment pendant 20 ans.

Après analyse, il s'avère que la SPRL dispose de maximum 3 mois de commandes. Parmi les créances, on trouve une créance en compte courant sur le gérant. Ce dernier n'a pas rédigé de rapport annuel. Les questions 1 à 6 sont basées sur les comptes annuels produits en annexe.

**Question 1****... / 3 points**

Le gérant peut-il continuer à appliquer les règles d'évaluation ?  
Motivez.

**Question 2****... / 3 points**

Est-il envisageable de réévaluer les bâtiments sur base du rapport d'expertise ?  
Quelles sont les conditions pour réévaluer ?

**Question 3**

.... / 5 points

Quelles remarques sur le plan du contenu (attention : pas de contrôle arithmétique) pouvez-vous faire sur les pages A 6 à A 17 ? Formulez-en 5 :

**Question 4**

.... / 3 points

Le gérant signale qu'il dispose encore d'une grande quantité de timbres-poste non utilisés ainsi qu'un grand volume de diesel dans la citerne du magasin.

De quelle manière cela doit-il être comptabilisé ?

**Question 5**

.... / 3 points

Quelle est la composition des comptes de régularisation du passif ? Comment sont-ils évalués ?

**Question 6**

.... / 3 points

Comment sont évaluées les immobilisations incorporelles ?

**COMPTABILITE GENERALE****15 points****Question 1**

.... / 4 points

La SPRL a d'une part un litige en cours en tant que requérante de 40.000 € où elle possède de bonnes chances de gagner et d'autre part un litige en cours où la SPRL est défenderesse pour un montant de 20.000 €.

Quelles écritures préconisez-vous en tant que gérant ?

**Question 2**

.... / 4 points

Que devriez-vous comptabiliser si la société recevait en novembre 2003 une lettre selon laquelle un subside en capital de 20.000 € lui est accordé pour des installations achetées en 2003 amortissables sur 5 ans, dans la mesure où nous ne recevons le subside en capital qu'en février 2004 ?

**Question 3**

.... / 4 points

En 2003, la société devient actionnaire à 30 % d'une autre société avec laquelle elle collabore régulièrement et avec laquelle il existe d'importants contrats à long terme. La participation s'élève à 100.000 €.

La SPRL IAB détient sur cette société une créance de 20.000 € qui ne sera contractuellement remboursée que dans les 5 ans. Chaque année, la SPRL IAB reçoit un intérêt au taux du marché.

Décrivez la comptabilisation de la participation ?

Décrivez la comptabilisation de la créance ?

**Question 4**

.... / 3 points

Comment enregistre-t-on l'intérêt inclus conventionnellement dans la valeur nominale d'une créance ?

**DROIT DES SOCIETES**

20 points

**Question 1**

.... / 3 points

Les actionnaires d'une société en commandite simple (S.C.S.) souhaitent transformer leur société en une SA. Est-ce possible ? Si oui, à quelles conditions ?

**Question 2**

.... / 4 points

Donnez les différentes formes de dissolution.

**Question 3**

.... / 2 points

De combien de membres le Conseil d'administration d'une SA peut-il se composer ?

**Question 4**

.... / 5 points

Quelle assertion est erronée ? Dans une SPRL :

Le gérant statutaire peut être révoqué pour motifs graves	O / N
Seules des personnes physiques peuvent être nommées au poste de gérant	O / N
Le gérant doit être rémunéré	O / N
Le gérant doit être un associé	O / N
La distribution de bénéfices ne peut avoir pour effet que le capital libéré, augmenté des réserves indisponibles, devienne inférieur à l'actif net	O / N
La constitution d'une réserve légale est une obligation	O / N
L'impôt sur le résultat est déterminé et comptabilisé comme dans une SA	O / N
Pendant la liquidation, des comptes annuels doivent être établis chaque année avec approbation par l'assemblée annuelle	O / N
Un rapport justifiant la transformation doit être établi en cas de modification de la forme juridique d'une société commerciale en une société civile	O / N
Un rapport dressé par l'expert-comptable en ce qui concerne le quasi-apport est seulement valable pendant 3 mois	O / N

**Question 5**

... / 2 points

Quelles sont les compétences que la loi réserve à l'assemblée générale d'une SA ?

**Question 6**

... / 2 points

Quelle est la date limite pour établir les comptes annuels sous la responsabilité de l'organe de gestion d'une SA, sachant que l'AG a lieu le 26.06 ?

**Question 7**

... / 2 points

Une SPRL est déficitaire. Le capital s'élève à 100.000 EUR et les pertes reportées à 85.000 EUR. L'organe de gestion le constate lors de l'établissement d'un état intermédiaire. Que doit-il faire ? Quelles sont les possibilités d'action des tiers ?

**ETUDE DE CAS****25 points****(Impôt des personnes physiques, Impôt des sociétés et T.V.A.)**

Monsieur Janssens est un expert-comptable indépendant de quarante ans qui exercera sa profession en SPRL à partir du 01.01.2004. Il apporte son exploitation individuelle à la SPRL lors de sa constitution, comme spécifié dans le bilan de départ repris à la page 27.

A la page 26, vous trouverez le tableau d'amortissement avec la valeur actuelle de ses actifs professionnels ainsi qu'un tableau de ses emprunts.

La valeur de la clientèle est estimée à 200.000 euros.

**Question 1 – Impôt des personnes physiques**

... / 4 points

Donnez les taux qui s'appliqueront aux plus-values si Monsieur Janssens opte pour une cession taxée.

**Question 2 – Impôt des personnes physiques**

... / 4 points

- a) Le 20 décembre 2003, Monsieur Janssens délivre une facture qui est payée par le client le 15 janvier sur son compte personnel. Comment doit-il déclarer ce revenu et comment est-il taxé ?
- b) En février 2004, il reçoit une facture pour la révision du prix de location de la photocopieuse pour l'année 2003. Peut-il déduire ce montant personnellement dans ses frais professionnels propres ou ce montant doit-il être repris dans la comptabilité de la société ?

**Question 3 – T.V.A.****.... / 5 points**

- a) L'entreprise individuelle doit-elle comptabiliser la T.V.A. sur la cession des actifs ?
- b) Doit-il y avoir révision de la T.V.A. déduite ? Pourquoi (pas) ?
- c) Comment cette opération est-elle traitée dans la (dernière) déclaration T.V.A. de l'entreprise individuelle ?
- d) Quid si Monsieur Janssens ne cède pas le bâtiment à la société, mais le loue à la société ? Est-ce que cela change quelque chose à votre réponse ?

**Question 4 – Impôt des personnes physiques****.... / 2 points**

Dans quels cas une déduction pour investissement supplémentaire peut-elle être appliquée dans la dernière année de l'entreprise individuelle, partant du principe qu'il a toujours été fait application de la déduction pour investissement étalée ?

**Question 5 – Impôt des sociétés****.... / 5 points**

La société peut-elle bénéficier du crédit d'impôt pour les sociétés ? Le cas échéant, calculez-en le montant.

**Question 6 – Impôt des personnes physiques**

... / 5 points

En 2003, un bâtiment ayant un revenu cadastral de 1.200 euros est loué à une personne physique pour un loyer annuel de 8.920 euros. Une partie du bâtiment, à savoir  $\frac{1}{4}$ , est utilisée à des fins privées par le locataire; l'autre partie, soit  $\frac{3}{4}$ , est utilisée par le locataire à des fins professionnelles. Il existe un contrat de bail enregistré qui fait mention de cette scission.

Le coefficient de revalorisation pour 2003 est de 3,39.

Le pourcentage d'indexation pour 2003 est de 33,91 %.

Calculez le revenu imposable du bâtiment dans le chef du bailleur.

**ANNEXE : TABLEAU D'AMORTISSEMENTS**

Investissement	Année d'acquisition	Prix d'acquisition	Amortissements Jusque ex. 2002	Valeur nette compt. 31.12.02	Amortissements 2003		Valeur nette compt. 31.12.03	Valeur réelle 31.12.03
Terrains	1990	25.000,00	0,00	25.000,00	0%	0,00	25.000,00	30.000,00
Constructions	1990	150.000,00	97.500,00	52.500,00	5%	7.500,00	45.000,00	170.000,00
Aménagements	1997	5.000,00	3.000,00	2.000,00	10%	500,00	1.500,00	1.200,00
Photocopieuse	1998	7.500,00	7.500,00	0,00	25%	0,00	0,00	5.000,00
Ordinateurs	2001	6.000,00	4.000,00	2.000,00	33%	2.000,00	0,00	2.000,00
Ordinateurs	2002	3.000,00	1.000,00	2.000,00	33%	1.000,00	1.000,00	2.000,00
Mobilier	1996	12.000,00	8.400,00	3.600,00	10%	1.200,00	2.400,00	4.000,00
Matériel roulant	2002	30.000,00	6.000,00	24.000,00	20%	6.000,00	18.000,00	20.000,00
<b>TOTAL</b>		<b>238.500,00</b>	<b>127.400,00</b>	<b>111.100,00</b>		<b>0,00</b>	<b>111.100,00</b>	<b>234.200,00</b>

Emprunt	Année	Capital	Amortissements jusque 2003	Solde 31.12.03
Terrain et construction	1990	150.000,00	140.000,00	10.000,00
Leasing auto	2003	30.000,00	7.500,00	22.500,00

**ANNEXE : BILAN DE DEPART SPRL**

<b>Actif</b>		<b>Passif</b>	
Terrains	30.000,00	Capital	18.600,00
Constructions	170.000,00	Emprunt terrain et construction	10.000,00
Aménagements	1.200,00	Leasing auto	22.500,00
Photocopieuse	5.000,00	Compte courant	385.800,00
Ordinateurs	4.000,00		
Mobilier	4.000,00		
Matériel roulant	20.000,00		
Clientèle	200.000,00		
Valeurs disponibles	2.700,00		
<b>TOTAL</b>	<b>436.900,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>436.900,00</b>

**DEONTOLOGIE**

**20 points**

**Question 1**

**.... / 5 points**

Outre le volet répressif, le droit belge de la lutte contre le blanchiment de capitaux contient un volet préventif.

Quelles sont les obligations des experts-comptables et conseils fiscaux externes dans le cadre de la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment ?

**Question 2**

**.... / 5 points**

Quelles opérations l'expert-comptable externe et/ou le conseil fiscal doit-il accomplir dans le cadre de la reprise d'une mission d'un confrère ou d'un comptable?

**Question 3**

**.... / 5 points**

Dans quels cas légaux l'expert-comptable externe et/ou conseil fiscal n'est-il pas tenu au secret professionnel ?

**Question 4**

**.... / 5 points**

La déontologie des professions économiques (membres de l'IRE, de l'IEC et de l'IPCF) permet la diffusion d'informations objectives.

En vous basant sur l'en-tête de lettre fictif ci-dessous :

1. définissez ce qu'est une information objective
2. donnez quelques exemples
3. citez deux exemples d'informations publicitaires non autorisées

**INSTITUT  
DES EXPERTS-COMPTABLES  
ET DES CONSEILS FISCAUX**

Lois du 21 février 1985 et du 22 avril 1999



**INSTITUUT  
VAN DE ACCOUNTANTS  
EN DE BELASTINGCONSULENTEN**

Wetten van 21 februari 1985 en van 22 april 1999

**Oscar Lecomptable**

Expert comptable – Conseil fiscal  
Licencié en droit  
Juge Consulaire au Tribunal de  
Commerce de Mons

Chemin de l'Inquiétude n°16  
7000 MONS

☎ : 065 / 84 .64 .92

☎ : 065 / 84 79 93

✉ : oscar.lecomptable@lecomptable.be



N/REF :

(à rappeler S.V.P.)

V/REF :

**MANDATS SPECIAUX**

**15 points**

**Question 1**

**.... / 2 points**

Au moment d'établir le rapport concernant la liquidation de sociétés, un état résumant la situation active et passive doit-il être établi. Si oui, à quelle date, compte tenu de la date de passation de l'acte ?

**Question 2**

**.... / 3 points**

La société A souhaite fusionner avec la société B par absorption de la société B. Quels rapports doivent être établis. Par qui et quelle est la procédure à suivre en ce qui concerne la publication ?

**Question 3**

**.... / 3 points**

Quelle est la principale tâche du professionnel lorsqu'il est chargé d'établir le rapport de contrôle sur la transformation de sociétés et quand cette mission peut-elle être réalisée par un expert-comptable externe ?

**Question 4**

**.... / 3 points**

Quelle est la différence entre un apport en nature et un quasi-apport et quelles sont les conséquences pour l'apporteur ?

**Question 5**

**.... / 4 points**

Au moment de la dissolution de la société, le professionnel doit établir un rapport de contrôle concernant l'état de la situation active et passive qui lui a été transmis par l'organe de gestion de la société. Donnez une brève description du contenu du rapport de contrôle. Quelles annexes doivent être jointes au rapport ?

**T.V.A.**

**10 points**

**Question 1**

**.... / 5 points**

Un bâtiment détenu en propriété par la société est partiellement loué à une autre société qui y a établi ses bureaux. Commentez brièvement les conséquences de cette opération sur la société en matière de T.V.A.

**Question 2**

**.... / 5 points**

A l'occasion de l'organisation d'un salon à Bruxelles, une entreprise américaine (sans numéro de T.V.A. belge) demande à la SPRL IAB de lui fournir des panneaux publicitaires, transportés à Bruxelles par la SPRL IAB. Quel régime T.V.A. s'applique à la livraison et pourquoi ?

**DROIT D'ENREGISTREMENT**

**10 points**

**DONNEZ LES TAUX POUR LA REGION FLAMANDE ET LA REGION WALLONE.**

**Question 1**

**.... / 4 points**

Quelles sont les diverses possibilités de transfert d'un bâtiment à une société ? Quelles sont les conséquences sur le plan des droits d'enregistrement pour chacune des possibilités ?

**Question 2**

**.... / 3 points**

Imaginons que l'associé souhaite racheter à la SPRL IAB l'immeuble qu'il a précédemment apporté à la société. Quel taux de droit d'enregistrement est d'application ? Dans quelles circonstances cette règle peut-elle encore être appliquée ?

**Question 3**

**.... / 3 points**

Quelles sont les conséquences sur le plan des droits d'enregistrement de la constitution d'une société, si le capital est libéré :

1. en numéraire
2. en nature ( pas de biens immeubles)

Quelle est la conséquence en cas de non-libération du capital ?